



OVIDA | AFRIDO

Observatoire de la Vie Diplomatique en Afrique
African Diplomacy Observatory



NOTE DE SYNTHÈSE N° 18

Réalisée par Julien Chambolle

Session extraordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UEMOA



Le 30 mai 2011 s'est tenue à Lomé au Togo, une Session extraordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) principalement consacrée à la Côte d'Ivoire qui sortait alors d'une grave crise postélectorale qui a dégénéré en affrontements armés qui ont sensiblement ébranlé la sous-région. Tous les Chefs d'Etat, ainsi que plusieurs responsables d'institutions de l'Union ont participé à cette rencontre; témoignant ainsi de l'importance de la Côte d'Ivoire qui a elle seule pèse pour près de 40% de l'économie de l'Union des huit pays. Cette Note offre une synthèse des sujets évoqués, des discussions et des décisions adoptées au cours de cette réunion.



Côte d'Ivoire

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement se sont d'emblée "réjoui du retour de cet Etat membre de l'Union à la normalité". A ce titre, la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union Africaine (UA), l'Organisation des Nations Unies (ONU) et le Facilitateur de la crise ivoirienne, le Président Burkinabé, Blaise Compaoré, ont été salués pour "les actions entreprises dans le cadre de la résolution de la crise".

Déplorant les "graves violations des droits de l'homme, (...) les déplacements de populations" et les nombreuses victimes, les dirigeants de l'UEMOA ont "salué les actions menées par le Gouvernement ivoirien, en vue de la réconciliation nationale et de la reconstruction du pays" qui représentent des défis importants auxquels est confrontée la Côte d'Ivoire. A ce titre, l'Union a déjà apporté au pays une contribution 2 milliards FCFA "en vue de soutenir ses actions de réconciliation nationale".

Les instances de l'UEMOA ont été saluées pour "les actions menées pour juguler les conséquences de la crise [ivoirienne] sur la situation sociale, économique, monétaire et financière dans l'UEMOA". Les dirigeants ouest-africains ont ainsi "noté que la normalisation de la situation sociopolitique en Côte d'Ivoire offre l'opportunité à l'Union de mettre en oeuvre les actions prioritaires identifiées pour relever le défi du développement économique (...) [et] instruit le Conseil des Ministres et les Organes et Institutions communautaires, d'accélérer les travaux en cours pour la relance de la croissance économique, le développement des infrastructures de base ainsi que l'approfondissement de l'intégration économique et du système financier régional".

Processus électoraux au Niger et au Bénin

Bien qu'occupant une place centrale dans l'ordre du jour des dirigeants de l'UEMOA, cette réunion extraordinaire a également été l'occasion d'aborder les récents événements survenus au Niger, notamment les élections présidentielles qui ont permis au Niger, après la parenthèse de la junte militaire, de renouer avec l'ordre constitutionnel. Les acteurs nigériens, y compris ceux qui ont assuré la transition, ont été salués pour leur rôle. Le bon déroulement des élections au Bénin a aussi été noté et salué.

Situations économique et énergétique

Sur le plan économique, les dirigeants de l'UEMOA ont exprimé leur préoccupation au sujet de la "hausse des prix des produits alimentaires dans l'Union"; situation qui a déjà été à l'origine de troubles sociaux au cours des dernières années dans certains pays de la sous-région (au Burkina notamment) et porte en elle les germes de

possibles crises alimentaires et sociales qui pourraient se transformer en crises politiques, avec ce que cela pourrait avoir comme conséquences pour la sous-région. Ils se sont ainsi "félicités des efforts faits dans les différents pays pour la maîtrise des prix des produits de première nécessité". Par ailleurs, instructions ont été données aux "Organes et Institutions communautaires de poursuivre la mise en oeuvre des mesures arrêtées dans le cadre du Programme de maîtrise de l'inflation et de relance de la production agricole dans l'Union."

Autre point d'importance évoqué lors de la réunion, la question énergétique, qui refait régulièrement surface dans certains Etats de l'Union en termes notamment de déficit de production d'énergie, avec ce que cela apporte comme désagréments pour le bien-être des populations et même la bonne santé de l'économie (comme ce fut le cas encore récemment au Niger et au Sénégal avec les nombreux délestages qui ont entraîné des mouvements d'humeur d'une partie de la population).

A ce propos, un diagnostic du secteur énergétique de tous les pays membres de l'UEMOA réalisé en 2008 a conclu "qu'en dehors de la Côte d'Ivoire, aucun des pays (...) n'est en mesure de satisfaire sa demande en énergie", avec un faible taux d'accès à l'électricité (-17%) pour les populations; moins d'un tiers des populations de la zone ayant accès à l'énergie. L'autre caractéristique de ce secteur a démontré "la zone affiche l'un des plus chers prix de l'électricité au monde (0,15 euros/kwh)".

A cet effet, une meilleure gestion et politique énergétique et notamment le développement d'énergies renouvelables dans la région est un enjeu majeur pour les pays membres de l'Union. A ce titre, les dirigeants de l'UEMOA "se sont félicités des avancées réalisées dans le cadre de l'Initiative Régionale pour l'Energie Durable (IREDD)" ou "Vision 2030".

L'initiative "Vision 2030" s'étend de 2010 à 2030 et "vise à permettre à l'ensemble des citoyens (...) d'accéder à une énergie à bas prix, au sein d'un vaste marché d'échanges d'énergie électrique intégré et harmonisé à l'échelle de l'Afrique de l'Ouest". D'un coût global de 20 mille milliards de FCFA, ce plan devrait être mis en oeuvre en trois phases: de 2010-2012 la mise en place d'un programme de résorption du déficit énergétique pour rendre l'énergie disponible estimé à 4.955 milliards de FCFA; la deuxième (2013-2020), chiffrée à 7.363 milliards de FCFA, prévoyant "d'assurer le développement des infrastructures régionales d'interconnexion et la création d'un vaste marché d'échange d'électricité"; et la troisième phase (entre 2021 et 2030) qui devrait nécessiter un montant de 7.887 milliards de FCFA.

Les avancées évoquées lors de la Conférence de Lomé se sont traduites par l'octroi de financements, sur ressources internes à la région, d'un montant global de 130 milliards de FCFA.



Situation sécuritaire

S'exprimant sur la situation politique et sécuritaire, les dirigeants de l'UEMOA ont exprimé leur préoccupation face aux menaces et risques que font peser "*la prolifération des armes, la multiplication des bandes armées, le trafic de drogue ainsi que le phénomène du terrorisme aux frontières de l'Union*" sur la stabilité et la sécurité de la région. La gestion et la recherche de solutions durables et efficaces à la menace terroriste a été ainsi érigé comme un "*chantier majeur de l'Union*". Il faut dire à ce titre préciser que l'Afrique de l'Ouest se trouve être l'une des régions du continent confrontée à une multitude de défis parmi lesquels on peut citer le trafic de drogue, la criminalité transfrontalière, la circulation des armes légères, la menace d'Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI); ce qui appelle à une prise de conscience et à une action collective et concertée de l'Union. Bien entendu se pose avec acuité la question des ressources et capacités dont aurait besoin la sous-région pour faire face efficacement à toutes ces menaces.

Décisions institutionnelles

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UEMOA ont enfin procédé à la nomination des membres de la Commission de l'Union, organe en charge de la gestion au quotidien et de la mise en œuvre de ses politiques, programmes et plans. La nomination de son Président devra encore faire l'objet de consultations. Par ailleurs, le poste de Gouverneur de l'organe d'émission monétaire de l'Union, la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), a été confié à Tiémoko Meyliet Koné.

Source: Communiqué final de la Session Extraordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Economique et Monétaire Ouest africaine (UEMOA), 30 mai 2011. http://www.uemoa.int/Documents/communiqués/com_final_CCEG_UEMOA30052011.pdf

A PROPOS DES NOTES D'OVIDA

Les “Notes d'OVIDA” s’inscrivent dans la volonté et l’objectif de l’*Observatoire* de promouvoir, rassembler et développer une expertise dans l’étude et l’analyse de certains des enjeux s’articulant autour des questions de: *Paix, Défense et Sécurité; Economie et Commerce; Droits de l’Homme;* et *Environnement*. Ces Notes portent également sur certains aspects relatifs aux canaux de la pratique diplomatique: bilatéralisme, régionalisme et multilatéralisme.

Les contributions qui en résultent devront notamment permettre de dégager des éléments de connaissance et de compréhension en offrant une réflexion, analyse & un décryptage sur des thématiques ou sur des événements et en faisant ressortir des idées maîtresses à des fins d’information et d’amélioration de la connaissance.

William Assanvo est l’éditeur des Notes d’OVIDA.

Pour tous vos commentaires et suggestions, bien vouloir écrire à info@ovida-afrido.org.